

**J. A. 1000 Lausanne 1**

Hebdomadaire romand  
N° 711 22 décembre 1983

Rédacteur responsable:  
Laurent Bonnard

Le numéro: 1 franc  
Abonnement  
pour une année: 55 francs

Administration, rédaction:  
1002 Lausanne, case 2612  
1003 Lausanne, Saint-Pierre 1  
Tél. 021 / 22 69 10  
CCP 10-155 27

Imprimerie des Arts et Métiers SA

Ont collaboré à ce numéro:

Jean-Pierre Bossy  
François Brutsch  
Jean-Daniel Delley  
André Gavillet  
Yvette Jaggi  
Pierre Lehmann  
Charles-F. Pochon  
Alain Rossel  
Victor Ruffy

Points de vue:  
Jeanlouis Cornuz  
Catherine Dubuis  
Daniel Winteregg

**20 ANS**

**711**

# Domaine public

1983-1984

## *Inventaire (non exhaustif)*

Une croix (rouge)  
deux banques  
trois façades (à conserver)  
quatre municipaux  
un jardin (ne pas marcher sur les pelouses)  
des fleurs coupées

un candidat à la naturalisation

des bricelets, un poire, une homme  
un rayon de soleil (EOS)  
une lame de fond (d'indifférence)  
six chorales  
une porte (close)  
un conseiller fédéral

un autre candidat à la naturalisation

un urbaniste  
la fleur qu'on appelle privilège  
deux financiers autour d'une grande table  
un propriétaire (défalqué), un fauteuil (de conseil  
d'administration)  
trois pigeons  
un intégriste, un abcès  
une mouche (du coche)  
une écurie de Formule 1  
un buffet de la Gare, deux buffets au Royal-Savoy,  
trois Buffet (période maigre)  
un Major Davel (empaillé), deux chirurgiens, trois  
Croix-Bleue  
une expédition (express recommandée), un étalon-  
or, un déci de rouge  
une mouche (encore?)  
une potée bernoise, un jardin au bord de l'Aar  
deux cafés-pomme

un qui perd la face, une sommelière, un cor des  
Alpes  
un jour de honte  
une semaine de perdue  
un mois de salaire  
une minute de notaire  
une seconde nature  
et...

cinq ou six candidats à la naturalisation

un petit garçon qui pleure en espagnol  
une petite fille qui rit en italien  
une institutrice  
deux cœurs de pierre  
dix-sept conseillers municipaux, un inspecteur sco-  
laire en tournée assis sur son règlement  
un paysage avec beaucoup d'herbe verte dedans  
une vache et des petits trains  
un taureau (d'Eugène Burnand)  
deux belles armures, trois grands châteaux, une  
fondue moitié-moitié  
un «sur nos monts quand le soleil»  
un siphon d'eau de Bret  
deux sœurs siamoises, treize étoiles, dites trente-  
trois, cinq points à l'ordre du jour, sept pas perdus  
pour tout le monde, quatre doigts et le pouce, six  
parties du monde (plus le tiers et le quart), trente  
jours (moins l'information)  
et....

plusieurs candidats à la naturalisation, bien sûr,

mais aussi...  
une conseillère fédérale  
un objecteur avec conscience mais sans statut  
un réfugié en quête d'asile  
un horloger en panne de rouages  
un chômeur en mal d'emploi  
un locataire sans feu ni lieu

**Jacques Prévert**  
p.c.c. **Catherine Dubuis**

## Quand les socialistes entraient en opposition

«Un bain de jouvence pour l'opposition»: c'est ce que certains espéraient, dans les rangs de la gauche, après la démission du conseiller fédéral socialiste Max Weber, en 1953. Que s'est-il passé en réalité? Difficile de dresser un constat complet de cette période. Mais quelques points de repère faciliteront la réflexion indispensable après les dernières élections au Conseil fédéral.

Pour mémoire, tout d'abord, quelques dates-clefs, en suivant la chronique de l'Almanach socialiste et de l'Almanach ouvrier:

30 novembre 1929, Bâle. Congrès du Parti socialiste suisse. 295 sections, 513 délégués. Le congrès accepte la participation du parti au Conseil fédéral par 324 «oui» contre 137 «non». Klöti est désigné candidat à l'unanimité.

16 décembre 1943, Berne. L'Assemblée fédérale nomme au Conseil fédéral le camarade Ernest Nobs, président de la ville de Zurich, par 122 voix.

2 décembre 1951, Max Weber est désigné pour remplacer Ernest Nobs.

5 décembre 1953. Le régime financier est repoussé... Max Weber donne sa démission du Conseil fédéral.

14 décembre 1953. Les instances socialistes direc-

trices (comité central) sont unanimes (moins une voix) contre la participation socialiste, dans la perspective de l'élection au Conseil fédéral.

22 décembre 1953. Streuli (rad.) est élu conseiller fédéral.

«La page socialiste» de l'Almanach ouvrier pour 1955 est consacrée à la démission de Max Weber. Sa conclusion est tout à fait révélatrice du climat de l'époque: «C'est ainsi que le Parti socialiste suisse a, de sa propre volonté, renoncé à être actuellement représenté au Conseil fédéral. Ce n'est là, bien entendu, qu'une solution provisoire jusqu'au prochain renouvellement.»

### QUATRE ÉLECTIONS TESTS

En fait, l'absence de l'exécutif central durera six ans (nous quittons ici l'Almanach ouvrier qui cesse de paraître en 1956).

Deux ans après le départ de Max Weber, les socialistes gagnent quatre sièges aux élections au National et deviennent le plus fort groupe de cette Chambre avec 53 élus. Titre honorifique et progression somme toute relative, eu égard à l'importance de la cassure. Pour le reste, les socialistes, dans leur cure d'«opposition», demeurent loin d'un refus systématique des propositions majoritaires. En témoignent les mots d'ordre pour les votations populaires, pas négatifs par principe, en tout cas.

Revenons-en à la pierre de touche la plus évidente pour apprécier le climat de la gauche, les élections au Conseil fédéral, au nombre de quatre pendant ces années 1953 à 1959.

Pour succéder à Max Weber, les radicaux et les démocrates chrétiens présentent un candidat cha-

*Celui qui a refusé son élection au Conseil fédéral est un Vaudois: Charles Estoppey, élu en 1875. Son refus a privé le canton de Vaud d'un représentant jusqu'en 1881, date de l'élection de Louis Ruchonnet.*

*Un autre Vaudois, élu au Conseil fédéral contre le candidat officiel, a demandé un délai de réflexion mais a fini par accepter. C'est Ernest Chuard.*

*Enfin, à un autre niveau, le socialiste Achille Grosperrière, que les bourgeois voulaient élire à la présidence du Conseil national pour 1927 à la place du candidat officiel Robert Grimm, a décliné ce cadeau empoisonné et laissé la place à un radical vaudois.*

cun. Les radicaux espèrent un appui socialiste et leur poullain est élu au second tour.

A fin 1954 un occasion de «rentrée» se présente: trois sièges deviennent vacants à la suite du décès du démocrate-chrétien valaisan Escher et de la

### NAINE, STICH, LANG

*Extrait d'un article de Charles Naine paru dans «La Sentinelle» du 20 février 1925 et intitulé «La proportionnelle à l'exécutif: «Nous ne critiquons pas la façon dont les gouvernements bourgeois sont arrivés au pouvoir. L'insurrection était de leur temps. Nous cherchons simplement à expliquer pourquoi ils durent être intransigeants envers les minorités. Mais les temps ont changé, cette intran-*

*sigeance n'a plus sa raison d'être aujourd'hui et ce qu'il en est resté dans les mœurs politiques doit disparaître.» Les temps n'en finissent pas de changer.*

\* \* \*

Quel sort subira le postulat Stich du 25 juin 1982? Il invite le Conseil fédéral «à profiter de l'établissement de la réglementation relative à la compensation de la progression à froid pour modifier le système de calcul du revenu imposable de telle sorte que le contribuable puisse défalquer, jusqu'à

concurrence d'un montant à déterminer, les loyers qu'il paie».

\* \* \*

*Hedi Lang aurait eu de meilleures chances de devenir conseillère fédérale. Cette légende circule encore alors que la conseillère d'Etat zurichoise n'est au bénéfice que d'un seul indigénat, celui de Wetzikon, dans le canton de Zurich. De meilleures chances, peut-être, mais il y a une année contre M. Friedrich.*

démission des radicaux Rodolphe Rubattel et Kobelt. Le grand retour de la gauche n'a pas lieu finalement, tandis que les radicaux doivent céder leur majorité absolue fraîchement reconquise: sont élus deux démocrates-chrétiens et un radical (Chaudet). Au total, dès lors, une parité radicale et démocrate-chrétienne au Conseil fédéral, l'arbitre éventuel étant le démocrate du centre Feldmann (les radicaux tessinois sont furieux de l'élection du PDC Lepori).

Une déclaration du groupe socialiste témoigne, dans sa conclusion, de la nostalgie «participative» de l'opposition: «Nous continuerons notre lutte pour obtenir une double représentation au Conseil fédéral comprenant sept membres.»

Aux élections succédant au renouvellement des Chambres en 1955 le groupe socialiste déclare: «On nous exclut, nous répondons en votant blanc». Et le groupe des Indépendants, coutumier de telles actions, présente deux socialistes contre MM. Etter et Petitpierre. Sans effet.

En 1959, le Parti socialiste fait sa rentrée au Conseil fédéral avec deux élus. Mais, consciemment ou inconsciemment, la majorité bourgeoise se souvient du passage de Max Weber au Conseil fédéral. C'est que le choc avait été rude, au point que l'hebdomadaire «Curieux» avait pu noter, dans son édition du 9 décembre 1953 au sujet de la démission du responsable socialiste des Finances fédérales: «C'est dangereux, un homme comme ça. Il valait mieux qu'il s'en aille. Sinon c'est le gouvernement tout entier qui se serait converti au socialisme. Hé non, ce n'est pas une simple boutade. Il y a des indices!...»

La longue marche vers l'adoption de la formule magique a été relatée dans une thèse de doctorat, peu connue bien sûr comme la plupart des exercices du genre, mais qui est aujourd'hui un précieux instrument de référence<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Arthur Fritz Reber: «Der Weg zur Zauberformel. Schweizer Bundesratswahlen 1919-1959.» Peter Lang-Verlag, Berne 1979.

Dans le ménage interne du Parti socialiste, la «cure de jouvence» se limita à quelques événements de moyen retentissement. L'adoption d'un manifeste pour le socialisme démocratique à Lucerne en février 1957 (n'oubliez pas les insurrections de Poznan et de Budapest en 1956) et la révision du programme à Winterthour (juin 59) manifestent une certaine rupture avec le passé, mais l'orientation générale reste aussi pragmatique qu'auparavant.

En fait, il serait difficile d'affirmer que le PSS a été réellement un parti d'opposition pendant l'intermède des années cinquante.

## FEMMES

### Kopp après Coop

*Parmi les enjeux des fameuses élections du 7 décembre: la gloire de «placer» éventuellement la première femme au Conseil fédéral. Cet «exploit» ayant été refusé aux socialistes, les bourgeois se cherchent, sans hâte fiévreuse mais par un froid calcul, une candidate vendable — dans leurs propres rangs tout d'abord. Ils ne trouveront rien du côté du Conseil des Etats (Josi Meier sera trop âgée au départ d'Alphons Egli, et Monique Bauer restera à tous égards impossible). Pas grand-chose non plus au Conseil national, sauf bien sûr Elisabeth Kopp, radicale zurichoise de la tendance pas (encore) trop dure.*

*M<sup>me</sup> Kopp, que plus personne n'envisage seulement comme l'épouse du Concepteur global des médias ou comme la fille d'un ancien directeur général de la Banque Nationale Suisse, a certes un profil un peu écolo sur les bords (elle persiste à penser que la priorité n'est pas à l'économie, et que celle-ci a intérêt à faire bon ménage avec l'écologie). Mais au reste, l'image est bonne: née en 1936, licence de droit en 1960, depuis 1974 présidente de la commune de Zumikon (33 000 habitants, sur la côte*

*dorée zurichoise), membre du comité de l'Association des communes suisses, administratrice d'une petite holding domiciliée à Zoug. Au Conseil national depuis 1979, avec une très belle réélection récente en tête de la liste radicale de Zurich-campagne, devant le patron des patrons (H. Allenspach) et le président du parti cantonal (H. G. Lüchinger). Mis à part les jaloux faits au passage, M<sup>me</sup> Kopp offre déjà un portrait presque conforme, à deux législatures de l'échéance. Quand Rudolf Friedrich aura tiré ses neuf ans au Conseil fédéral, elle aura 55 ans. L'âge de Lilian Uchtenhagen pour tout dire.*

*Pour les amateurs de séries statistiques et de probabilités: douze ans se sont écoulés entre la première votation fédérale (1959) et sur le sujet et l'octroi du droit de vote et d'éligibilité aux femmes suisses (1971). Il aura fallu douze ans depuis lors pour qu'une femme soit officiellement candidate au Conseil fédéral. En 1991, la Confédération aura 700 ans, et M<sup>me</sup> Kopp 55 ans (cf. plus haut).*

## EN BREF

Les coopératives agricoles sont souvent encore de vraies coopératives avec une responsabilité solidaire de tous les coopérateurs. Les conséquences peuvent être dramatiques quand les affaires vont mal. En raison des malversations du gérant d'une coopérative agricole lucernoise et malgré l'aide de créanciers, des banques et de l'Union des coopératives agricoles de la Suisse centrale, chacun des 125 membres a dû déboursier 8000 francs pour éviter la ruine de l'entreprise. On se souvient peut-être de précédents, il y a une cinquantaine d'années, dans les Alpes vaudoises.

\* \* \*

Dans son premier numéro de décembre, le «Messenger» de l'Eglise réformée du canton de Zurich (Kirchenbote) fait le point sur la question de la création d'un évêché zurichois. Même ton qu'au Consistoire genevois (DP 710): les oppositions à l'établissement d'un siège épiscopal dans la ville de Zwingli paraissent renvoyer une entrée en matière éventuelle au XXI<sup>e</sup> siècle.

## Un acte de foi

*Les armes atomiques, si elles sont utilisées, ne constituent pas un moyen de défense. En cas de conflit nucléaire, il n'y aura que des perdants. Et l'hémisphère sud ne sera pas plus épargné que l'hémisphère nord, dans l'hypothèse probable où les coups seront échangés dans ce dernier.*

*Plus d'un milliard de morts dès l'ouverture des hostilités, un milliard encore, peu après, suite aux radiations et aux brûlures. Tel est le bilan dressé par des équipes de chercheurs et présenté récemment à Washington; savants occidentaux et soviétiques sont largement d'accord sur le diagnostic. Les services de santé seront débordés: désorganisation d'abord, impuissance ensuite face aux effets des radiations. Mais tous ceux qui bénéficient de la protection d'un abri — 4,8 millions d'habitants en Suisse actuellement? Ils ne doivent guère se faire d'illusions: les centaines de millions de tonnes de fumées et de poussières produites par la combustion des villes, des installations industrielles et des forêts obscurciront le ciel pendant des semaines et se déplaceront progressivement vers l'hémisphère sud. Plus de lumière en suffisance, donc plus de photosynthèse et interruption de la croissance végétale. Les survivants seront confrontés à la famine et à la soif — baisse de la température jusqu'à -20° C et, à plus long terme, à des modifications profondes de la haute atmosphère — destruction de la couche d'ozone protectrice dans la stratosphère et enrichissement en ozone dans les couches supérieures — qui pourraient mettre en question la vie sur notre planète.*

### INÉBRANLABLES DÉPUTÉS

*Des scénarios qui n'ont pas troublé le Conseil national la semaine dernière: les objectifs fixés*

*pour l'an 2000 doivent être atteints et les communes rurales seront équipées, bon gré mal gré, d'abris; pas d'exception donc, on ira jusqu'au dernier mètre cube de béton. Comme pour la protection des eaux. Des lendemains gris pour les petites collectivités locales. Pourtant, le développement de la protection civile est davantage une affaire de foi qu'une stratégie raisonnée face à des situations hypothétiques bien définies: lors du débat parlementaire, croyants et incroyants se sont affrontés, les premiers ne cachant pas leur vocation à convertir les athées dans ce domaine.*

*Un acte de foi qui, en définitive, engendre des coûts considérables. Une religion qui, aux dires de certains (qui ont fréquenté par devoir les cérémonies) est servie par une bureaucratie lourde et peu efficace. Et des dépenses qui ne sont pas perdues pour tous les corps de métier. Quoi de plus solide que la sainte-alliance entre les grands-prêtres de la survie et les intérêts bien substantiels du génie civil? Mais il faudra le répéter: cette entreprise de sécurisation ne tient que par la croyance, et non par un regard froid sur la réalité.*

### GRANDEUR ET BÉRET BASQUE

## Ce brave général Gallois

Comme l'a relevé André Gavillet dans DP 709, les militaires français considèrent leur force de frappe nucléaire comme un atout majeur. Ils pensent en effet que leurs fusées sont si bien guidées qu'elles peuvent assurer des coups au but. La puissance de l'ogive nucléaire peut être de ce fait quelque peu réduite et ne dévastera «que» quelques km<sup>2</sup> de terrain adverse. Forts de cette conviction, les militaires français se réservent d'utiliser l'arme nucléaire à leur guise et *les premiers* si bon leur semble. Ceux qui ne sont pas d'accord avec cette philosophie

sont des ânes qui ne comprennent rien à la grandeur de la France. Rompez.

Le général Gallois a exprimé cette conviction lors du colloque du Groupe de Bellerive les 8, 9 et 10 décembre à Genève, disant entre autres, je cite: «Dans les rapports du faible au fort et s'il y a antagonisme entre deux Etats d'inégale puissance, les armes nucléaires n'ont de signification militaire et ne sont redoutées que si elles sont placées au service des intérêts suprêmes de la seule nation qui en a la maîtrise.» C'est peut-être un peu contourné comme style, mais tout y est. Alors, quand ce brave général Gallois se propose de bombarder la Suisse au cas où des méchants menaceraient d'envahir le sol sacré de sa patrie à partir de ce pays, il ne fait que traduire de manière pratique les conséquences de ses convictions stratégiques et tactiques. Cela dénote simplement de la suite dans les idées et on ne voit pas pourquoi le Parlement helvétique se croit obligé de feindre l'étonnement.

### QUELQUES MYTHES AU RANCART

L'inconvénient pour les théories du général Gallois, c'est que, à l'exception de la France, plus personne ne semble croire que les armes nucléaires soient utiles militairement. Il y en a déjà beaucoup trop et il est totalement inutile d'en construire davantage. S'il y a une chose que le colloque du Groupe de Bellerive a mis en évidence, c'est bien celle-là. En outre, un assez large consensus sur un certain nombre de points:

1. Une guerre nucléaire signifie la fin de la civilisation, peut-être même de la vie comme nous la connaissons. La présentation de J. Rotblat (GB) ne laisse guère de doute à ce sujet. Même si l'on admet que des gens puissent survivre ici et là à un échange nucléaire de quelque ampleur, ils n'en seront pas sortis de l'auberge pour autant. Mis à part le fait qu'ils se trouveront dans un monde en ruine défiant tous les cauchemars, ils seront plongés



dans une semi-obscurité permanente et dans un froid glacial, même en été. Ceci à cause des énormes quantités de suie et poussières de toutes sortes qui auront été propulsées dans l'atmosphère par les explosions nucléaires et qui bloqueront une bonne partie du rayonnement solaire.

### IMPOSSIBLE À ARRÊTER

2. Croire qu'une guerre nucléaire puisse rester limitée paraît illusoire. Robert Mc Namara (ancien secrétaire américain à la Défense) a été très clair sur ce sujet: «Je ne connais aucun document qui explique comment on peut mettre fin à une guerre nucléaire une fois que celle-ci a démarré.»

3. La précision des fusées porteuses de charges nucléaires, chère au général Gallois, est également illusoire. La probabilité d'une erreur de tir est loin d'être nulle dans de bonnes conditions et devient proche d'une certitude dans des conditions de tension et d'angoisse, d'autant plus extrêmes que le recours à l'arme nucléaire est envisagé. De plus, la précision n'a de sens que si l'on est sûr de son but. Et là, les chances d'erreur sont encore plus grandes. Qui peut garantir de choisir la «bonne cible»? Et comment définit-on cette «bonne cible»?

### UNE VUE DE L'ESPRIT

4. La notion d'équilibre des forces au nom de laquelle les armes nucléaires sont déployées est aussi une illusion totale. Ce point a été très clairement mis en évidence par R. Neild (GB). Un équilibre des forces ne peut être qu'une vue de l'esprit, du fait qu'il n'y a pas de symétrie réelle entre deux Etats, quels qu'ils soient, et du fait qu'un conflit éventuel impliquera non pas seulement deux, mais beaucoup de pays. La recherche de l'équilibre des forces a été le principal moteur de la course aux armements, à tel enseigne que selon R. Neild «l'Europe et le monde sont aujourd'hui en danger

de mort pour des raisons si stupides qu'on a honte de les évoquer». Neild montre de manière très plausible qu'au lieu de chercher un équilibre des forces qui n'est de toutes manières pas réalisable, les Etats pourraient augmenter notablement leur propre sécurité et, par là, celle du monde en général, en renonçant unilatéralement aux armes offensives, en particulier nucléaires, quitte à renforcer leur potentiel de défense. Et, selon A. Curle (GB), ce potentiel pourrait être particulièrement grand si on utilisait des méthodes de défense non violentes.

### COCORICO!

5. Il y aurait un intérêt majeur à ce que toutes les puissances nucléaires s'engagent à *ne pas recourir en premier à l'arme nucléaire*. L'URSS et la Chine ont déjà pris cet engagement. Le vice-amiral Lee (USA) aimerait que l'Amérique, la France et l'Angleterre en fassent autant, point de vue qui est partagé par Mc Namara. Qui pense autrement? Le brave général Gallois bien sûr et le jeune coq (gaulois) Thierry de Montbrial. Eux sont sûrs que quand on est Français, on ne peut tirer des pétards atomiques qu'à bon escient et, en plus, seulement dans le mille (par moment, je ne peux m'empêcher de penser qu'on devrait organiser une guerre conventionnelle quelque part dans un endroit où ça ne porte pas trop à conséquence, entre la France et des autres, et s'arranger pour que la France gagne très vite cette guerre haut la main avec, si possible, des moments héroïques mémorables; la recherche de la paix pourrait ensuite se concilier plus aisément avec la grandeur de la France).

6. Les missiles Pershing II et Cruise de l'Otan sont militairement aussi inutiles que les SS20 de l'URSS. L'Allemand H. Scheer (SPD) s'est prononcé catégoriquement contre le déploiement des Pershing II et Cruise en Allemagne, arguant, comme d'autres avant lui d'ailleurs, que les armes de «détterrence» (c.à.d. servant d'épouvantail con-

tre l'usage de l'arme atomique par l'ennemi), devaient être lancées à partir de sous-marins, lesquels restent difficiles à repérer, donc à détruire. Sur le sol allemand, par contre, ces missiles sont un danger supplémentaire considérable pour les Allemands eux-mêmes, car ils représentent autant de cibles militaires dans un pays peuplé de façon très dense.

Il y aurait encore beaucoup à dire sur ce colloque, fort bien organisé et qui a eu le grand mérite de relancer le débat. Entre autres personnalités était aussi présent l'ambassadeur d'URSS Israelian, qui a suivi les discussions et a su mettre en évidence les points forts de l'argumentation soviétique. Il n'est pas interdit de penser qu'il ait été sensible aux propositions constructives de Robert Mc Namara pour arrêter la course aux armements et réduire le risque qu'une guerre nucléaire éclate. Ces objectifs-là devraient avoir une priorité absolue. S'ils ne sont pas réalisés, tous les autres objectifs de nos sociétés deviennent futiles.

### L'ENGRENAGE HIÉRARCHIQUE

Finalement, il me reste l'impression que les gouvernements des Etats-nations sont simplement incapables de désirer la paix. Ces structures verticales de pouvoir avec leurs hiérarchies civiles et militaires imbriquées l'une dans l'autre ont besoin d'un état de guerre actif ou latent pour justifier leur propre existence. Qui a vraiment besoin d'un chef d'Etat ou d'un chef tout court? Ce qui est en cause, c'est la notion même de hiérarchie. Il faut trouver un autre paradigme qui permette aux gens de décider eux-mêmes de leur sort. Ce n'est pas simple, mais c'est néanmoins urgent. Les mouvements pacifistes, qui ont pris une extension considérable dans la plupart des pays occidentaux, sauf peut-être en France, représentent de ce point de vue un espoir considérable. Même s'ils sont méprisés par le brav'général Gallois.

P. L.

## OBJECTEURS

# Noël en cage, Pâques en rage

Combien d'objecteurs de conscience passeront-ils Noël derrière les barreaux? Il n'est probablement pas possible de le savoir. Même le Centre Martin Luther King (Béthusy 56, 1012 Lausanne) qui est sans doute le mieux renseigné à ce sujet (après l'administration pénitentiaire, bien entendu) en est réduit à un petit calcul: étant donné le nombre de condamnations par année en Suisse et la durée moyenne des peines, il y a en *permanence* quelque 200 objecteurs en prison. A Noël, mais aussi à Pâques et à la Trinité.

Si l'on ne veut pas que ça dure jusqu'à la Saint-Glinglin, il reste deux mois pour se mobiliser: la votation sur l'initiative populaire «pour un authentique service civil» aura lieu les 25 et 26 février 1984. Il n'est plus temps d'hésiter. Ou bien l'initiative est acceptée, ou bien il y aura encore des objecteurs en prison à Noël pendant des dizaines et des dizaines d'années.

Joyeux Noël en attendant!

Alain Rossel

## SERVICE CIVIL

# Economiser des millions

La campagne de soutien à l'initiative pour un authentique service civil est lancée depuis fin novembre. Tous les détails dans le bulletin du comité ad hoc «Info» qui en est déjà à sa 35<sup>e</sup> livraison (adresse utile: rue de Locarno 7, 1700 Fribourg). Dans le dernier numéro, Yves Brutsch se livre à un petit calcul qui devrait séduire les partisans du moins d'Etat et des «économies»:

Soit le coût d'un jour de détention: de 100 à 300 francs, selon les données du Service genevois

d'application des peines; et plus précisément de 100 à 150 francs pour une catégorie de détenus comme les objecteurs.

Soit la durée du séjour en prison des objecteurs: 100 jours en moyenne (total «modeste», malgré la libération conditionnelle).

Soit annuellement plus de 700 objecteurs en prison.

L'Etat dépense entre 7 et 10 millions de francs par an pour réprimer l'objection de conscience.

Davantage même: il y va du nombre de prisons, de la surcharge du personnel pénitentiaire, etc., etc.

La petite démonstration finale d'Yves Brutsch: «On peut estimer que les objecteurs détenus (ils sont quelque 200 en permanence, si l'on garde comme base une moyenne de 100 jours d'emprisonnement) représentent le 10% environ de la totalité de l'effectif pénitentiaire suisse. D'après les chiffres officiels de l'Office fédéral de la justice, il y avait au 31 décembre 1981, 2391 détenus dans les 149 établissements de détention du pays. 10%, cela fera 15 prisons de moins après la votation!»

«Le 26 février, j'économise 10 millions.»

## LE CARNET DE JEANLOUIS CORNUZ

# Art et Politique

Reprenons. Je disais: *synchronisation*...

Depuis quelque temps, j'étais frappé par la campagne menée contre M<sup>me</sup> Billeter et les expositions organisées par le Musée de Lausanne.

Parfois pour de bonnes raisons: parce que les tendances actuelles de l'art contemporain peuvent laisser perplexe (article dans *DP* de Stauffer, s'en prenant un peu excessivement selon moi à *tout* l'art moderne, y compris l'art de grand-papa, Picasso, etc.; article dans la «Gazette de Lausanne» de mon ami B.-P. Cruchet, dont en gros je partage les vues, contre telle ou telle tendance hyper-moderne).

Parfois aussi, pour des raisons qui m'échappaient: articles écrits par des gens qui ne s'étaient jamais beaucoup préoccupés d'art, ni beaucoup dépensés

en faveur d'autres tendances — que sais-je? Schnyder ou Lhermite ou Kaiser ou Stehli, pour ne parler qu'un ou deux des nôtres.

Or voici qu'une *Lettre ouverte à Madame Billeter*, de Jil Silberstein («Gazette de Lausanne» des 3 et 4 décembre), vient m'éclairer sur quelques-unes de ces raisons. Il y est question en l'occurrence de *Beuys*, actuellement exposé au Palais de Rumine. Après des considérations critiques sur l'art de B., Silberstein poursuit:

«(L)a production de Beuys représente le fer de lance d'un groupe socialiste extrêmement puissant en Allemagne et dont le but explicitement défini comme *politique*, vise à l'annihilation des valeurs propres à la bourgeoisie comme à l'éviction, déjà effective, des artistes ne participant pas à cette visée sociale. Les agissements de l'individu (*ah! le beau terme, tiré tout droit du langage pénal: «les agissements du sieur X...»*), son entreprise de confusion assortie à son engagement dans la bataille électorale des Verts comme à son désir de les accompagner au *Bundestag* ne laissent subsister aucun doute quant à ses visées. Art et Politique, cela ne vous rappelle donc rien?»

Ainsi donc, il est possible que tel ou tel artiste d'aujourd'hui se laisse guider par des considérations qui ne sont pas toutes esthétiques — mais il est très certain que c'est pour des raisons politiques, et parfois exclusivement politiques, que tel ou tel critique s'en prend violemment à M<sup>me</sup> Billeter!

Or ce n'est pas tout: juste au-dessous de la *Lettre ouverte*, un article de l'ineffable Eric Werner, l'auteur de la *Misère intellectuelle et morale...* Lequel W., avec cette confusion d'esprit irrémédiable qui lui est propre, tape sur le même clou! Selon lui, les Verts d'aujourd'hui feraient, parfois consciemment, le jeu de Moscou — comme l'Eglise luthérienne de hier faisait le jeu de Hitler! Et pour les mêmes raisons: à savoir le goût de la servitude! Or si l'Eglise luthérienne de hier — encore faut-il

mentionner cette autre église protestante, la *Bekennniskirche* de Barth, Niemöller, Bonhöffer — qui lutta de toutes ses forces contre le nazisme — a effectivement soutenu Hitler, c'était très exactement pour les mêmes raisons qui conduisent Werner à s'en prendre aux socialistes, pacifistes, Verts, etc.: la haine de l'URSS et la peur panique du communisme!

Quant à Luther, à qui W. reproche dans le même article d'avoir pris le parti des Seigneurs — n'est-ce pas encore et toujours parce qu'il avait peur des «rouges» d'alors, les paysans? Et l'on peut se demander de quel côté se fussent trouvés nos adversaires et l'excellent Eric Werner!

En attendant, on admire l'orchestration: dans la «Gazette», quels progrès accomplis depuis les temps où par la faute du sinistre Jotterand, il se trouvait que le supplément du dimanche s'inscrivait parfois en faux contre les gaillardes thèses du quotidien!

Et la *synchronisation*: car enfin, ces mêmes artistes attaqués ici sont frappés à l'Est du «Malverbot» et envoyés dans les goulags...

J. C.

ZURICH

## Donner, c'est donner...

Kurt Guggenheim, écrivain zurichois, vient de mourir. Son œuvre est peu connue des Romands. C'est dommage parce que sa chronique sur la Zurich du début de ce siècle «Alles in allem» explique bien le développement de cette métropole. A l'occasion de son décès, une anecdote symptomatique rappelée par le «Tages-Anzeiger». En 1935, Kurt Guggenheim, qui vivait mal de sa plume, recevait un don d'honneur de la ville. Des 1000 francs attribués, il ne recevait exactement que 310 francs: le fisc, ayant constaté que tous ses impôts n'étaient pas payés, s'était livré à une petite compensation pour solde de tout compte.

## OBJECTIF SUBJECTIF

Daniel Winteregg



*Autoportrait*

## Dix portraits

Pierre Jeanneret, en historien, présente<sup>1</sup> dix leaders du mouvement socialiste suisse. Il s'explique, dans un avant-propos, sur ce parti pris. Car la biographie, quand le destin d'un homme est plus qu'une aventure personnelle et privée, peut être une des «entrées» humaines de l'histoire. Le risque est certes accru lorsqu'il s'agit de très brèves monographies, limitées à dix hommes: pourquoi ceux-ci et pas ceux-là? Et pourtant le recoupement de ces vies engagées dégage des lignes de force de notre histoire contemporaine. Jeanneret n'a retenu que des hommes nés au XIX<sup>e</sup> siècle encore. Mais à travers ces vies, on découvre les croisements, les nœuds de notre histoire.

Deux pôles géographiques, d'abord: le Jura, avec pour «capitale» La Chaux-de-Fonds, et Zurich, la ville et son Hinterland.

Le Jura d'Humbert-Droz, de Charles Naine, d'Ernest-Paul Graber. Celui de l'horlogerie, bien sûr, qui offre des possibilités de travail à domicile, et une embauche dans les manufactures. Si dures que soient les conditions de travail, La Chaux-de-Fonds est un pôle économique. Le père de Graber, Jean Jacob, quitte Bâle-Campagne où son métier de chaudronnier ne le fait plus vivre pour s'installer à Travers. C'était il y a plus d'un siècle. A comparer avec l'actuelle redistribution des zones de prospérité helvétique.

Le Jura, par l'influence du pasteur Paul Pettavel, c'est aussi la branche chrétienne du socialisme suisse, le premier élan pour une plus grande justice sociale, comme en témoignent Graber, Humbert-Droz, Naine et, dans le canton de Vaud, Ernest Gloor (il faudrait suivre aussi, en parallèle, la vocation anarchiste du Jura, mais elle ne marque

pas, si ce n'est dans un engagement coopératif et mutualiste total, les leaders socialistes).

L'autre pôle, c'est Zurich et son arrière-pays, de «village de paysans devenu village-usine entièrement voué à l'industrie textile». C'est là que naît Grimm; Bringolf à Schaffhouse affronte dans son milieu familial une misère semblable. Les «durs» de la grève de 1918 ont été à cette école de la vie. Zurich, c'est encore la ville qui, de bourgeoise devint centre intellectuel d'avant-garde. Les émigrés russes (Lénine) y travaillent. Zurich, premier foyer de la psychanalyse après Vienne (Jung, Pfister), Zurich qui permettra à un Brupbacher de vivre à la fois en marge et en avant-garde; qui nourrira l'humanisme marxisant d'Otto Lang.

La Chaux-de-Fonds, Zurich. Aujourd'hui: La Chaux-de-Fonds, secouée par la répression horlogère. Zurich, mégapole et capitale des banques et du radicalisme de droite. Destin helvétique.

Comment ces dix hommes croisent-ils la révolution soviétique? Comment vivent-ils le pacifisme ou l'antimilitarisme ou l'acceptation de la défense nationale? Comment ont-ils été «réadmis», mais jamais véritablement «absous» par la bourgeoisie suisse? Autres recoupements, autres nœuds, autres leçons d'histoire... **A. G.**

### TRANSPARENCE

## SA moins anonymes

Orell Füssli a reçu en 1973 le feu vert pour la publication d'un répertoire des administrateurs de sociétés anonymes. La nouvelle édition (1984) vient de paraître. Elle contient les noms de 125 000 personnes classées par ordre alphabétique ainsi que, pour la première fois, une liste des 100 personnes les plus influentes par le nombre de leurs mandats d'administrateurs et le capital cumulé des SA représentées. Un tableau nous apprend que près de

20 000 femmes ont des mandats d'administratrices, mais une seule apparaît dans la liste des 100 et elle occupe modestement le 75<sup>e</sup> rang.

Déjà publié auparavant, l'index des mandats des conseils d'administration assumés par des parlementaires fédéraux et cantonaux et par les membres des gouvernements cantonaux a été mis à jour et tient compte des élus le 23 octobre, sous le titre «Une contribution à une plus grande transparence des relations étroites entre politique et économie». On souhaite trouver ce répertoire dans un grand nombre de bibliothèques publiques. **C. F. P.**

### DOMAINE PUBLIC

## Deux ou trois choses...

— C'est pratiquement inévitable: les fêtes de fin d'année nous contraignent à interrompre la publication de «Domaine Public» pendant une semaine. Reprise avec DP 712 qui sortira de presse jeudi 5 janvier 1984. En attendant, bonnes fêtes et tous nos vœux.

— Merci à toutes celles et à tous ceux qui nous ont déjà renouvelé leur confiance pour l'an prochain. Le suspense annuel — l'expérience DP se poursuivra-t-elle? — n'est pas encore levé; mais les premiers indices sont favorables.

— Il est possible que ce numéro vous parvienne avec un certain retard, compréhensible, eu égard à la surcharge traditionnelle des services postaux en cette période.

En revanche, il serait tout à fait anormal que, pendant le reste de l'année, DP vous parvienne au-delà du samedi au plus tard (il est livré à l'office d'expédition lausannois jeudi dans la matinée, sans aucune exception depuis plus de dix ans). Divers recoupements nous laissent imaginer que, pour certains abonnés, DP serait devenu un «hebdo du lundi». Inadmissible, dès lors que la rédaction et l'imprimerie tiennent toujours leurs délais. Mais nous ne saurions aviser que si nous avons connaissance de cas précis. Merci de nous tenir au courant.

<sup>1</sup> Editeur: Parti socialiste vaudois, Pl. Chauderon 5, 1003 Lausanne («Dix grandes figures du socialisme suisse»).